



Direction générale du développement de la politique

La Direction générale du développement de la politique comprend une Direction de l'analyse politique et stratégique et une Direction de l'analyse économique et commerciale qui, par l'intermédiaire du directeur général, sont chargées d'offrir à l'administration des avis concernant l'orientation globale de la politique étrangère canadienne et de s'occuper de grandes questions exigeant une coordination entre diverses directions générales. Les analyses effectuées portent sur une gamme étendue de questions commerciales, économiques et politiques. La Direction générale coordonne la contribution du Canada aux débats sur les questions politiques lors des Sommets économiques, et elle aide les services ministériels dont les attributions se rattachent au Commonwealth et à la Francophonie à préparer la position du Canada sur les dossiers politiques examinés lors des réunions au sommet de ces organisations. Elle prépare souvent les discours des ministres ou des hauts fonctionnaires du Ministère sur les principaux thèmes de la politique étrangère. Des consultations sur les grandes tendances internationales ont lieu, lorsque l'occasion s'en présente, avec les organes définisseurs de politiques d'autres pays.

Les principales activités de l'année ont été la coordination des évaluations gouvernementales de l'effet de l'Accord canado-américain de libre-échange, l'organisation d'une série de séminaires à l'intention des cadres supérieurs du Ministère sur les défis futurs de la politique étrangère, et une contribution au programme politique du Sommet économique de Venise, du Sommet de la Francophonie tenu à Québec, et de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. Parmi les nombreuses autres tâches de la Direction générale, citons la préparation de déclarations pour le premier ministre, de discours pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, des consultations de planification des politiques avec un certain nombre de pays, et des tournées de conférence au Canada. À Jasper au début de février, la Direction générale a été l'hôte de la réunion annuelle de trois jours des planificateurs des pays membres de l'OTAN.

Gestion du Ministère

La Direction générale de la gestion centrale a coordonné les plans et les objectifs de la haute direction de manière que les ressources du Ministère soient utilisées en fonction des priorités du gouvernement et compte tenu de l'actuel climat de restrictions financières et de réduction des effectifs.

Pendant l'année, la Direction de la gestion des ressources a travaillé principalement à assurer l'exécution du Plan de

gestion à long terme. Les éléments suivants du Plan ont été finalisés : une série d'examens de la portée de direction (dans le but de diminuer le nombre de gestionnaires par rapport à l'effectif se trouvant sous leur supervision), des mesures concernant la fermeture de certaines missions et la réduction du personnel dans certains cas, ainsi qu'un examen global des subventions et contributions. En outre, on a obtenu du Conseil du Trésor les fonds nécessaires au développement initial du COSICS.

Le processus d'affectation des ressources s'est déroulé dans les circonstances les plus difficiles que l'on ait connues jusqu'ici : le Ministère doit se départir de 262 années-personnes et renoncer à 15 millions de dollars sur une période de quatre ans dans le cadre de la réduction des effectifs qui s'opère dans l'ensemble de l'administration gouvernementale. On s'est par ailleurs efforcé de simplifier les exigences du cycle annuel de planification dans les missions et à l'Administration centrale.

La Direction a effectué plusieurs examens de l'utilisation des ressources et des besoins, ainsi que de la réaffectation possible des ressources à l'intérieur du Ministère. D'importantes évaluations ont été menées à terme à Hong Kong, Beijing, Shanghai, Bangkok, Mexico, Caracas, Port of Spain et Kingston. Bien que certaines ressources aient été redéployées à partir de ces missions, la conclusion générale était que la plupart sont indispensables à la conduite des relations internationales du Canada et des programmes à l'étranger. On a procédé à des évaluations de la privatisation du Programme du tourisme, du Programme d'apports technologiques, du Programme des foires et missions, et des services de communications commerciales et économiques.

Durant l'année écoulée, on procéda à des vérifications internes des programmes d'administration et d'immigration dans 21 missions en Europe, dans le Pacifique Sud, en Asie et au Moyen-Orient. En outre, 7 vérifications internes fonctionnelles ont été exécutées à l'Administration centrale.

Le Secrétariat de liaison avec le Cabinet et de coordination a continué de servir de centre d'aiguillage pour les activités ayant trait au système du Cabinet, notamment l'information destinée aux trois ministres du Ministère, la préparation des documents du Cabinet, et la liaison avec d'autres ministères et organismes sur les questions de commerce et de politique étrangère. Le Secrétariat a aussi été le point de contact, au Ministère, avec les comités parlementaires et les députés dont il a coordonné les demandes de renseignements et auxquels il a parfois fourni une aide financière pour des voyages de familiarisation. D'autre part, il a géré les ressources affectées aux conférences internationales et coordonné l'organisation des visites ministérielles à l'étranger.